

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 374/00

ÉFAI – 000785 – ASA 21/074/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE / ARRESTATIONS ARBITRAIRES

INDONÉSIE **99 personnes dont une cinquantaine d'étudiants**

Londres, le 8 décembre 2000

Quelque 99 Papous, parmi lesquels une cinquantaine d'étudiants, ont été arrêtés et certains d'entre eux torturés au cours de ce qui s'apparente à des représailles pour l'homicide dont ont été victimes au moins deux policiers. Amnesty International pense que les personnes détenues sont en danger et risquent d'être torturées ou maltraitées.

Selon un groupe de défense des droits humains basé en Papouasie, nombre de ces arrestations ont eu lieu lorsque des policiers et des membres de la *Brigade Mobil (Brimob, brigade de police mobile)* ont fait irruption le 7 décembre dans des résidences universitaires de Djayapura, capitale de la province. Des témoins ont indiqué que les policiers avaient tiré en l'air et frappé à coups de poing et de pied les étudiants, dont un grand nombre étaient endormis lorsque le raid de la police a débuté. Selon les informations diffusées dans les médias, trois étudiants auraient été tués par les forces de sécurité au cours de cette descente. Un étudiant âgé de dix-huit ans, Agus Kaba, a été conduit à l'hôpital après avoir été blessé par balle.

Selon des informations non confirmées, 33 personnes seraient détenues au *posek* (poste de police) d'Abepura, 26 autres se trouveraient au *Polres* (siège de la police) de Djayapura et 40 au siège de la *Brimob* de Kotaraja, également à Djayapura. Selon d'autres informations, cependant, 35 personnes auraient déjà été libérées.

Ces arrestations font suite à l'attaque, le 6 décembre, par des indépendantistes, d'un marché et d'un poste de police à Djayapura au cours de laquelle deux et peut-être trois policiers, dont un membre de la *Brimob*, ont été tués. Trois des attaquants auraient également été tués. La police a publiquement imputé aux étudiants la responsabilité de cette attaque.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La tension n'a cessé de croître en Papouasie au cours des derniers mois alors que les revendications indépendantistes se font de plus en plus fortes. Pour mettre fin aux mouvements de protestation ou pour les empêcher, les forces de sécurité indonésienne se sont rendues coupables de plusieurs violations des droits humains : des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture sur des prisonniers et des détentions sans inculpation ni jugement.

Le climat s'est détérioré davantage encore à l'approche du 1^{er} décembre, date anniversaire de la déclaration d'indépendance de la Papouasie, en 1961. Dans la ville de Merauke, au moins six personnes auraient été tuées par les forces de sécurité lorsque ces dernières ont voulu mettre fin à une cérémonie de lever de drapeau papou organisée pour commémorer l'évènement. Plus d'une cinquantaine de personnes ont été arrêtées en relation avec cet anniversaire. La plupart d'entre elles ont été libérées, mais cinq membres importants du Présidium papou, fédération de groupes indépendantistes, sont toujours détenus en raison de leurs activités en faveur de l'indépendance.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / fax / aérogramme / lettre par avion (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :

- cherchez à obtenir des autorités l'assurance que les personnes détenues ne seront pas torturées ou maltraitées et insistez pour qu'elles soient autorisées à consulter des avocats indépendants, à entrer en contact avec les membres de leur famille et à recevoir des soins médicaux ;
- priez les autorités de préciser l'identité de toutes les personnes détenues ainsi que la nature des charges retenues contre elles ;
- demandez que soit immédiatement relâchée toute personne qui ne serait pas inculpée dans les plus brefs délais d'une infraction prévue par la loi ;
- appelez les autorités à mener sans attendre une enquête indépendante et impartiale sur les informations selon lesquelles certains des détenus auraient été torturés, et à veiller à ce que les responsables présumés de ces agissements soient traduits en justice.

APPELS À :

Chef de la police nationale :

Commissioner-General Bimantoro
(Acting Police Chief)
Markas Besar Kepolisian RI
Jl. Trunojoyo 3
Kebayoran Baru
Jakarta Selatan
Indonésie

Fax : + 62 21 720 7277 ou 62 21 348 537

Formule d'appel : *Dear Commissioner-General Bimantoro, /*
Monsieur,

Chef de la police de Papouasie :

Head of Regional Police Papua
Jl. Sam Ratulangi N°8
Jayapura, Irian Jaya
Indonésie

Formule d'appel : *Dear Sir, / Monsieur*

COPIES À :

Ministre des Affaires étrangères :

Dr Alwi Abdurrahman Shihab
Menteri Luar Negeri
Jl. Pejambon N°6
Jakarta Pusat
Indonésie

Fax : + 62 21 3805511/ 360517 / 363750 / 3457782 / 360541 / 724 5354

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 19 JANVIER 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*